Déposé le : 2016-05-24

N° de dépôt : CAT- 110

Secrétaire : Delphine

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 83

LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE MUNICIPALE CONCERNANT NOTAMMENT LE FINANCEMENT POLITIQUE

ARTICLE 74

Retirer l'article 74 du projet de loi.

COMMENTAIRE

Le retrait de l'article 74, qui rendait applicable l'indexation prévue dans la Loi sur le traitement des élus municipaux aux montants alloués aux conseillers pour leurs dépenses de recherche et de soutien, est nécessaire compte tenu de l'amendement à l'article 75 du projet de loi. Cet amendement à l'article 75 prévoit notamment que les sommes allouées aux élus à des fins de recherche et soutien ne seront pas fixées directement dans la loi et indexées annuellement, mais elles seront plutôt calculés à partir d'un pourcentage du budget de la municipalité, comme c'est prévu actuellement dans la Loi sur les cités et villes, et dans un tel cas l'indexation n'est donc pas nécessaire.

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N^o 83

LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE MUNICIPALE CONCERNANT NOTAMMENT LE FINANCEMENT POLITIQUE

ARTICLE 75

1. Remplacer les articles 31.5.1, 31.5.2, 31.5.3 et 31.5.4 proposés par l'article 75 par les suivants :

« **31.5.1.** Le budget de toute municipalité de 20 000 habitants ou plus doit comprendre un crédit pour le versement de sommes destinées au remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers.

Sous réserve du troisième alinéa, ce crédit doit être égal ou supérieur à 1/15 de 1% du total des autres crédits prévus au budget, sauf dans le cas de la Ville de Montréal où un tel crédit doit être égal ou supérieur à 1/30 de 1% du total des autres crédits prévus au budget.

Dans le cas où le budget de la municipalité prévoit des crédits pour des dépenses reliées à l'exploitation d'un réseau de production, de transmission ou de distribution d'énergie électrique, 50% seulement de ceux-ci doivent être pris en considération dans l'établissement du total de crédits visé au deuxième alinéa.

Un règlement du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire détermine les dépenses de recherche et de soutien visées au premier alinéa.

« **31.5.2.** On établit le montant des sommes visées au premier alinéa de l'article 31.5.1 en divisant le crédit également entre tous les conseillers.

Toutefois, dans le cas d'une municipalité où des conseillers d'arrondissement sont élus, le crédit est divisé en un nombre de parts qui correspond au total que l'on obtient en additionnant le double du nombre de conseillers de la ville et le nombre de conseillers d'arrondissement. Deux parts sont destinées à chaque conseiller de la ville et une à chaque conseiller d'arrondissement.

« **31.5.3.** Dans le cas de l'agglomération de Montréal, la partie du budget de la municipalité centrale qui relève du conseil d'agglomération doit

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 83

LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE MUNICIPALE CONCERNANT NOTAMMENT LE FINANCEMENT POLITIQUE

comprendre un crédit pour le versement aux membres de ce conseil, à l'exception du maire de la municipalité centrale, de sommes destinées au remboursement des dépenses de recherche et de soutien conformes au règlement pris en vertu de l'article 31.5.1.

Ce crédit doit être égal ou supérieur à 1/60 de 1% du total des autres crédits prévus à cette partie de budget.

On établit le montant des sommes visées au premier alinéa en divisant également le crédit entre tous les membres du conseil d'agglomération, à l'exception du maire de la municipalité centrale.

Les sommes établies, en vertu de l'article 31.5.2, pour un conseiller du conseil ordinaire de la municipalité centrale qui est un membre du conseil d'agglomération doivent être réduites des sommes établies à son égard en vertu du présent article et le budget de la municipalité centrale doit être ajusté pour tenir compte de cette réduction. ».

2. Supprimer l'article 31.5.6 proposé par l'article 75.

COMMENTAIRE

Avec cet amendement, il est proposé de maintenir les règles de calcul actuellement prévues dans la Loi sur les cités et villes pour déterminer les sommes allouées aux conseillers pour leurs dépenses de recherche et de soutien lors d'un exercice financier. Ces règles de calcul prévoient un montant minimal correspondant à un pourcentage du budget de la municipalité. De plus, ces règles prévoient que les conseillers d'une municipalité ont tous droit au même montant, qu'ils soient membres ou non d'un parti autorisé, à l'exception des conseillers d'arrondissement qui reçoivent la moitié de ce qui est reçu par les conseillers municipaux.

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 83

LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE MUNICIPALE CONCERNANT NOTAMMENT LE FINANCEMENT POLITIQUE

Par ailleurs, les autres aspects du nouveau régime de remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers prévu à l'article 75 restent inchangés.